

Déterminants du chômage des jeunes en République démocratique du Congo : une analyse Empirique de 2001-2020

Nakuno **BALEMBA**

Université libre de pays de grands Lacs (République Démocratique du Congo)

Nakuno300balemba@gmail.com

Résumé

Objectif : Cet article examine les déterminants du chômage en RDC. Le caractère réduit de l'échantillon, à savoir un pays, et cela s'explique par la disponibilité des données portant sur la période 2001-2020.

Méthode : Le modèle inspiré de la littérature empirique est estimé par la méthode des moindres carrés ordinaires (OLS).

Résultats : Après estimations par la méthode MCO, nos résultats économétriques révèlent que les variables éducation, l'inflation, l'investissement direct à l'étranger, la population explique significativement le niveau de chômage des jeunes au seuil d'un 1% et de 5%. L'éducation et les investissements directs à l'étranger tendent à augmenter le taux de chômage tandis que la croissance de la population et l'inflation tendent à réduire le taux de chômage.

Originalité/pertinence : Notre analyse des déterminants du chômage apparaît d'un apport à la littérature sur plusieurs plans. D'abord parce que peu d'études existent sur le sujet en République démocratique du Congo. Par rapport aux travaux existants, notre étude va au-delà sur le plan méthodologique en se basant sur des techniques plus robustes comme le moindres carrés ordinaires (MCO) et les variables instrumentales. Enfin l'article servira de l'interpellation et réveil des consciences d'acteurs politiques sur le degré non tolérable du chômage dans le contexte de la RDC, et s'y réfère au cas échant dans la prise des décisions politique ou économique

Mots clés : Chômage, MCO, Education, RDC

Determinants of Youth Unemployment in the Democratic Republic of Congo: An Empirical Analysis from 2001-2020

Abstract

Purpose: This article examines the determinants of unemployment in the DRC. The reduced nature of the sample, namely one country, is explained by the availability of data covering the period 2001-2020.

Method: The model inspired by the empirical literature is estimated by the ordinary least squares (OLS) method

Results: After estimates by the OLS method, our econometric results reveal that the variables education, inflation, direct investment abroad, the population significantly explain the level of youth unemployment at the threshold of 1% and 5%. Education and foreign direct investment tend to increase the unemployment rate while population growth and inflation tend to reduce the unemployment rate.

Originality/relevance: Our analysis of the determinants of unemployment appears to contribute to the literature on several levels. First, because few studies exist on the subject in the Democratic Republic of Congo. Compared to existing work, our study goes beyond methodologically by relying on more robust techniques such as ordinary least squares (OLS) and instrumental variables. Finally, the article will serve as an interpellation and awakening of the consciences of political actors on the intolerable degree of unemployment in the context of the DRC, and will refer to it, when necessary, in political or economic decision-making.

Keywords: Unemployment, MCO, Education, RDC

Introduction

Le chômage est un phénomène social qui s'accroît sans cesse notamment dans la population des jeunes et la RDC n'est pas épargnée par ce fléau qui a touché et touche toutes les catégories de la société sans exception aussi bien les garçons que les filles, les diplômés des universités que ceux dépourvus de diplômes, de qualification ou de compétences professionnelles tout court. De ce fait, nous constatons une situation de déséquilibre entre l'offre du marché du travail et le nombre excessif de diplômés.

En Afrique, la plupart des chômeurs ont moins de 25 ans. La pauvreté, l'insécurité, la fuite des cerveaux et les troubles sociaux et politiques sont toutes des dynamiques liées au chômage des jeunes. La perte de revenus et d'impôts, gaspillage et sous-utilisation des capacités et du potentiel humain, le risque pour la stabilité sociale et politique peuvent être considéré comme des coûts directs du chômage généralisé chez les jeunes africains. Les jeunes au chômage sont facilement attirés par la criminalité et sont plus susceptibles de fomenter l'instabilité sociale (ACBF : Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique, 2006).

En Afrique, le chômage des jeunes s'est empiré dans le temps. Dans l'Afrique précoloniale, le système éducatif traditionnel utilisait des technologies et des ressources locales et un vaste réseau de modèles de référence adultes, afin de socialiser les jeunes dans l'activité économique principale, l'agriculture, qui exigeait la participation de toute la famille, y compris les plus jeunes enfants jusqu'à ce qu'ils deviennent assez grands pour avoir leur propre champ ou leur troupeau.

Le colonialisme européen a miné les systèmes socioéconomiques traditionnels africains pour répondre d'avantage aux besoins économiques européens et a introduit l'économie de marché, la production des cultures d'exportation et l'exploitation des produits miniers et forestiers. Cela a engendré une demande de travail salarié. Des salaires plus stables et plus élevés étaient à l'origine de la main d'œuvre migrante, car des hommes en jeune âge quittaient leurs maisons pour chercher du travail au loin dans les plantations de cacao, de café et de thé, ou dans les mines de cuivre, de cobalt, de diamant et d'or.

Les jeunes africains sont de mieux en mieux éduqués. Il est estimé que 59 % des 20-24 ans auront une éducation secondaire en 2030, un pourcentage plus élevé du 42 % actuel (AfDB, OECD, UNDP et UNECA, 2012a). Cela étant, même si le pourcentage des jeunes africains avec une éducation secondaire et supérieure augmente, nombre d'entre eux sont au chômage ou en situation de sous-emploi dans l'économie informelle. Une partie du problème est le décalage entre les compétences que les jeunes demandeurs d'emploi peuvent offrir et celles dont les employeurs ont besoin.

Malgré les avancées récentes dans la lutte contre la pauvreté, en Afrique subsaharienne 71 % des jeunes vit avec moins de 2\$ par jour (Kararach, Hanson et Léautier, 2011). La situation n'est pas meilleure en Afrique du Nord, où en 2012 le rapport emploi-population était de 43%, bien en dessous de la moyenne mondiale de 59,6% (ILO, 2014). En 2011, l'Organisation internationale du travail (OIT) a estimé le chômage en Afrique du Nord comme étant le plus élevé au monde, environ 29,5% de la main d'œuvre (ILO, 2014).

Le nombre de jeunes en emploi précaire (des jeunes vraisemblablement employés, mais qui ne gagnent pas assez pour vivre seuls et vivent encore avec leurs parents) est particulièrement important. Par rapport à la croissance démographique, la capacité d'embauche (dans le public et dans le privé) est simplement trop limitée. Pendant la période 2000-2007, l'OIT a estimé que la population active africaine a augmenté de 21%. Même si les emplois se sont accrus de 23% pendant la même période, en chiffres absolus la population active en Afrique a augmenté de 96 millions, et les emplois de 53 millions seulement.

Avec environ 12 millions de nouveaux jeunes entrant dans le marché du travail chaque année, une croissance de l'emploi bien plus importante est nécessaire pour réduire le chômage des jeunes. Le secteur informel est la principale source d'emploi en Afrique. La Banque mondiale (2007) évalue que le secteur informel représente 80 à 97% des emplois créés. Le commerce est la principale activité du secteur et la principale source d'emploi dans les zones périurbaines, avec les nombreux marchands ambulants.

Le chômage des jeunes africains est universellement élevé et même plus important pour les femmes, avec quelques variations régionales. Par exemple, en 2009 le chômage des jeunes en Afrique du Nord a été en moyenne de 23,4 %, par rapport au 48 % en Afrique du Sud (AfDB, OECD, UNDP et UNECA, 2012a). En Égypte, 45,7 % des jeunes femmes sont au chômage, par rapport à 17,9% des jeunes hommes. De façon analogue, en Afrique australe, 51% des jeunes femmes par rapport à 43% des jeunes hommes sont au chômage (Population Reference Bureau, 2013).

Les jeunes avec un niveau d'instruction plus élevé ont été plus touchés par le chômage en Afrique du Nord par rapport à l'Afrique subsaharienne. Les barrières à l'emploi des jeunes incluent un manque de création d'emplois, la vulnérabilité des jeunes travailleurs face aux licenciements lorsque la croissance économique vacille, le coût élevé de la main d'œuvre ou des attentes salariales irréalistes de la part des jeunes, la discrimination (les attitudes négatives par rapport à des jeunes travailleurs sans expérience), un accès difficile à l'enseignement de base (ainsi que le manque de compétences dû aux expériences professionnelles limitées et donc un accès restreint à la formation continue) et des politiques gouvernementales qui découragent le travail (AfDB, OECD, UNDP et UNECA, 2012).

L'accès à l'emploi des jeunes demeure un problème crucial en RDC. D'après le dernier sondage U-report du Fonds des nations unies pour l'enfance (Unicef), 78 % des jeunes interrogés n'ont pas de travail. En outre, 25% des jeunes ne trouvent pas des opportunités d'emploi dans leurs filières d'études. L'administration publique, les entreprises privées ainsi que les ONG ne leur offre pas assez d'opportunités de travail après leurs études. Pour quelques jobs proposés aux jeunes, l'exigence d'années d'expérience demeure un obstacle pour ces derniers. Pour survivre malgré leurs diplômes, bon nombre de jeunes congolais se lancent dans la débrouillardise¹.

L'augmentation du chômage entraîne une perte de revenus pour les individus et une réduction des recettes fiscales pour l'Etat. D'un point de vue économique, le chômage peut être considéré comme une utilisation déficitaire de la main-d'œuvre. Selon le Bureau International du Travail (BIT), la définition du chômeur, et même du chômage, prévoit quatre critères : avoir l'âge de travailler, être sans travail ne serait-ce qu'une heure durant une semaine de référence, être activement à la recherche d'un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence au moins dans trois mois ; et être disponible pour travailler dans les 15 jours².

Le secteur privé formel de l'économie de la RDC est relativement limité. En dehors des entreprises publiques, il est principalement constitué des petites et moyennes entreprises congolaises et d'un petit nombre de grandes entreprises appartenant à des groupes étrangers. Plusieurs de ces grandes entreprises sont actives dans le secteur minier et des télécommunications. Le mauvais climat des affaires a empêché le secteur privé de créer des emplois. Les obstacles à la création d'emplois incluent des infrastructures et des services publics insuffisants, un capital humain et un accès au financement

¹ <https://www.radiookapi.net/2021/03/05/emissions/okapi-service/comment-lutter-contre-le-chomage-des-jeunes-congolais>

² Bardin BAHOUAYILA Statisticien économiste à la douane congolaise, CHÔMAGE AU CONGO : Un phénomène mal compris, Août 2016, p.2

limité, des obstacles réglementaires, des monopoles d'entreprises, et des incertitudes quant aux droits fonciers (Herderschee et al., 2012).

Le faible développement du secteur privé formel et le manque de compétences professionnelles requises limitent des opportunités d'emploi pour les jeunes diplômés. En effet, moins de cent étudiants sur neuf mille sortants chaque année du système universitaire parviennent à trouver un travail décent (Sumata, 2014).

Ainsi la promotion de l'entrepreneuriat semble être la solution susceptible de briser le cercle infernal entre chômage, manque de revenu et pauvreté. En effet, selon la théorie de la croissance économique, prônée notamment par Schumpeter (1942), Aghion et al. (2004) et Aghion et al. (2014), l'entrepreneur est l'agent principal dans la dynamique économique. En effet, il demeure à la base des innovations, sources de croissance économique et d'opportunités d'emploi pour de nombreux jeunes.

Pour le PNUD (2017), Le marché du travail congolais demeure trop étroit et caractérisé par des fortes inégalités envers les jeunes, les vulnérables et les femmes. Le taux de sous-emploi excède les 50%. Et la structure de l'emploi reste dominée par le secteur informel qui représente plus de 88% du total. Ces données révèlent que la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des Congolais nécessite la mise en place d'une politique économique porteuse de croissance forte, couplée à une politique redistributive satisfaisante (PNUD-RDC, novembre 2017).

En RDC, le chômage reste essentiellement un phénomène urbain touchant en majorité les jeunes de 15-24 ans, avec un taux estimé à 15,85% contre 9,37% pour les adultes, selon une publication du Bureau International du Travail (BIT, 2017). Dans ce contexte, les jeunes femmes demeurent plus affectées par cette situation dramatique du chômage car leur taux de chômage avoisine 20 % alors que celui des jeunes hommes se maintient à 12%. Les jeunes sont plus particulièrement touchés par le chômage dans des proportions avoisinant le double de la moyenne nationale (Herdershee et al., 2012).

Un des problèmes majeurs de l'analyse du chômage en RDC est la difficulté de poser un diagnostic pertinent sur le nombre de chômeurs et leur vulnérabilité étant donné la prédominance du secteur informel dans l'économie congolaise. Cependant, nous pouvons noter la persistance du chômage de jeunes de 2002 à 2018, malgré la prééminence des taux de croissance économique élevés. Le taux de chômage de jeunes a été de 7,79 % en 2014 alors que le taux de croissance économique a atteint 9,47 %. En 2018, le taux de chômage de jeunes est passé à 7,75 % et le taux de croissance économique s'est maintenu à 1,49%. Le chômage persiste toujours en RDC en dépit des taux croissance économique pharamineux enregistrés au cours des 17 dernières années. Ceci est dû surtout au fait que l'économie congolaise n'est pas diversifiée. En effet, elle demeure sous la dépendance flagrante de secteurs des ressources naturelles. Ces derniers fournissent de l'emploi aux mineurs et aux exploitants forestiers informels et une portion congrue d'emplois formels dans les grandes entreprises. Le travail informel se chiffrait à 1-2 millions d'emplois en 2012.

L'objectif de cet article est d'examiner les déterminants du chômage en RDC. Le caractère réduit de l'échantillon, à savoir un pays, et cela s'explique par la disponibilité des données portant sur la période 2001-2020. Notre analyse des déterminants du chômage apparaît d'un apport à la littérature sur plusieurs plans. D'abord parce que peu d'études existent sur le sujet en République démocratique du Congo. Par rapport aux travaux existants, notre étude va au-delà sur le plan méthodologique en se basant sur des techniques plus robustes comme le moindres carrés ordinaires (MCO) et les variables instrumentales. Enfin l'article servira de l'interpellation et réveil des consciences d'acteurs politiques sur le degré non tolérable du chômage dans le contexte de la RDC, et s'y réfère au cas échant dans la prise des décisions politique ou économique. L'article est structuré autour de 3 sections. La première présente une revue sélective de la littérature. La deuxième expose le modèle et la technique d'estimation. La troisième analyse les résultats.

1. Revue de la littérature

Pour rendre compte des facteurs déterminants le degré de chômage en RDC dans la littérature, nous en présentons d'une part les fondements théoriques et d'autre part une synthèse des travaux empiriques.

1.1. Approche théorique sur le chômage : une synthèse des travaux théoriques

Le manque d'expérience professionnelle, une faible volonté de travailler, ou des phénomènes de discrimination peuvent entraîner le chômage de certaines populations notamment jeunes.

Le choix de travail s'affiche par la capacité de l'individu à accepter des postes peu désirés, à compenser les obstacles économiques à son emploi en acceptant certaines contraintes telle que la mobilité. Ces éclaircissements loin complets peuvent être affinés par les différents courants théoriques y afférents.

D'après, les classiques et les néo-classique standard, le chômage sur le marché des jeunes peut avoir un caractère volontaire, Cela veut dire que l'économie fonctionnant en plein emploi, celui qui est en chômage désigne une situation des individus qui n'acceptent pas de travailler aux taux de salaire réel d'équilibre (Perrot, 1992). De cette explication, le chômage à trait à la rationalité des agents économiques qui mobilisent leur temps à la recherche d'un meilleur emploi éventuel.

C'est habituellement le cas des jeunes entretenus par leur famille ou des femmes mariées dont le mari travail, des personnes qui refusent de travailler car le marché ne leurs offre pas un salaire efficient. C'est aussi le cas des personnes qui, au lieu d'accepter un emploi informel, restent volontairement au chômage de longue durée afin de poursuivre la recherche dans le secteur formel où les conditions d'emploi sont plus avantageuses (Harris et Todaro, 1970; Boudarbat, 2006).

Ces personnes seront encore plus touchées par le chômage en raison de leur salaire de réservation trop élevé. En cohésion avec la théorie de la prospection d'emploi (Stigler, 1962), ce salaire de réservation détermine s'il est plus avantageux pour le travailleur d'entrer sur le marché du travail. Aussi longtemps que le bénéfice marginal qu'il retire des offres d'emploi qui lui sont proposées demeurera inférieur au bénéfice marginal qu'il a à rester au chômage, le travailleur restera au chômage dans l'attente des offres meilleures.

Dès le premier chapitre de la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936), Keynes précise son désaccord avec les conclusions de la théorie néoclassique qui ont gouverné « la pensée économique des milieux dirigeants et universitaires » durant les cent dernières années. Il opère une rupture méthodologique importante avec les économistes qu'il appelle « classiques » : il se propose d'étudier le fonctionnement à court terme du système économique dans son ensemble et le tout dans un univers incertain. Keynes réfléchit en sens inverse et affirme que l'économie fonctionne en sous-emploi d'où le chômage est involontaire. Cette situation désigne simplement les chômeurs qui accepteraient de travailler au taux de salaire courant. Keynes donna de cette expression une définition différente, beaucoup plus étroite. Le chômage involontaire est, selon lui, le chômage qui trouve son origine dans l'insuffisance de la demande de biens.

Dès les années soixante, le tenant du titre de la théorie du capital humain (Mincer, 1974; Becker, 1975; Thuma, 1985) soutient que l'éducation constitue l'investissement le plus productif pour les stratégies de développement socio-économique et pour le parcours professionnel des individus. Les différences d'insertion s'expliquent par les différences dans l'investissement éducatif selon la théorie du capital humain (Becker, 1975).

L'obtention d'un diplôme correspond ainsi à l'acquisition d'un stock de connaissances et de compétences objectives susceptibles d'être mises à la contribution en emploi et de rendre les détenteurs plus productifs voire plus efficaces sur le marché du travail. La théorie du capital humain explique l'intérêt qu'auraient les jeunes à accroître leur niveau de formation et à faire reconnaître leurs acquis grâce au système des diplômes.

Ce corpus théorique permet d'éclaircir sans ambiguïté le chômage des jeunes dans une économie. L'accumulation de ce capital se fait par la formation dans l'emploi (capital humain spécifique), par l'éducation (capital humain général) et par l'amélioration de l'état de santé (Becker, 1962). Le manque de substitution entre les composantes spécifiques (expérience ou compétence technique) et générales (diplômes) serait à l'origine du chômage. Les jeunes diplômées arrivent sur le marché avec un handicap lié au manque d'expérience professionnelle (Carmeci et Mauro, 2003). Face à la stratégie de préférence des entreprises qui privilégient davantage l'expérience, ceux-ci se retrouvent majoritairement au chômage malgré leur diplôme. Ceci est un peu ironique puisque l'acquisition d'expérience technique est liée à l'occupation d'un emploi. Cette situation constitue un cercle vicieux pour la majorité des jeunes en situation de primo-insertion.

D'autres part, l'inadéquation spatiale inhérente à la ségrégation résidentielle (Houston, 2005; Gobillon et Selod, 2007; Duguet et al., 2008) serait à l'origine du chômage selon la théorie de la mobilité géographique (Frank, 1978). En raison des contraintes associées à la mobilité, les travailleurs tendent à positionner leur recherche sur le marché local plutôt que sur le marché global. Le fait que les travailleurs hautement qualifiés sont confrontés à des opportunités d'emplois moins favorables semble être le principal inconvénient des marchés locaux de taille modeste.

La théorie de la discrimination à l'embauche (sélection et recrutement) peut améliorer la compréhension du chômage chez les jeunes. La littérature analysant les interactions entre le phénomène discriminatoire et l'emploi peut être regroupée en deux grandes écoles. La première impulsée par Becker (1957) stipule que certains groupes d'individus sont sous-représentés sur le marché du travail en raison du goût exprimé par certains employeurs de ne pas se mélanger avec ces groupes (Viprey, 1997; Noël, 2000). Il s'agit de la discrimination en termes de goûts.

Le second courant d'analyse développée par Arrow (1972), Akerlof (1984) puis Aigner et Cain (1977) rend compte de la discrimination intentionnelle qui réside sur les croyances (stereotypes) des employeurs à l'égard de certaines catégories d'individus. Par rapport aux caractéristiques individuelles, la discrimination peut provenir des comportements des hommes ou adultes qui préfèrent travailler avec des collègues de même sexe ou de même âge plutôt qu'avec les femmes ou les jeunes (Benjamin et al., 2007). Akerlof et Kranton (2000) soulignent que la discrimination de la part des hommes permettrait de préserver l'identité masculine lorsque les femmes veulent s'immiscer dans des emplois dits d'homme. Le chômage des jeunes résulterait des discriminations émanant des représentations négatives de la jeunesse ou du genre socialement construites.

La théorie des filtres (Arrow, 1973; Spence, 1973) en référence à l'incertitude informationnelle dans laquelle se trouve l'employeur lorsqu'il recrute un salarié permet de comprendre l'exclusion des jeunes sur le marché du travail. Cette théorie repose sur l'idée selon laquelle les critères discriminatoires agissent pour l'employeur comme des filtres lui permettant d'effectuer une sélection parmi les candidats à l'embauche.

Plus le nombre de postulants est élevé, plus le recours à ces filtres sera utilisé par les employeurs. Ces derniers définissent un certain nombre de critères (sexe ou âge) actives en priorité qui, sans être les plus importants, permettent de procéder de façon économique à la sélection ou au recrutement. La loi d'Okun en économie, a été proposée par Arthur Okun en 1962. Elle décrit une relation linéaire empirique entre le taux de croissance (du PIB) et la variation du taux de chômage. En dessous d'un certain seuil de croissance, le chômage augmente ; au-dessus de ce seuil, il diminue,

à élasticité constante. Cette loi suggère une relation inverse entre la croissance et le taux de chômage. Si le taux croissance augmente, le taux de chômage diminue et vice versa³.

Mise en évidence (Alban William Phillips, 1958), la courbe de Phillips est une courbe illustrant une relation empirique négative (c'est-à-dire décroissante) entre le taux de chômage et l'inflation ou taux de croissance des salaires nominaux. Cette relation s'explique par le fait qu'au-delà d'un certain niveau de chômage, les salariés ne sont plus en position de force pour exiger une hausse de salaire ; le partage des gains de productivité s'effectue alors en faveur de l'entreprise. Donc, les salariés ont plus de pouvoir quand il y a un faible taux de chômage.

Une piste qui paraît intéressante pour expliquer l'importance du risque qu'encourent les jeunes de tomber au chômage nous est fournie par la théorie dite «insider-outsider». Le cœur de la théorie réside sur le constat que les entreprises subissent un coût lorsqu'elles embauchent ou licencient du personnel. Lorsque ce coût est suffisamment élevé, le marché du travail se scinde en deux. D'un côté les « insiders », qui sont les actifs bien établis, dont l'emploi est protégé par le coût élevé du licenciement; de l'autre les « outsiders », dont l'archétype est le sans-emploi ou le jeune qui, frais émoulu du système éducatif, fait ses premières armes sur le marché du travail.

1.2. Les déterminants du chômage en RDC : une synthèse des travaux empiriques

Issoufou Njifen(2015) à mener une recherche sur Caractéristiques et déterminants du chômage des jeunes au Cameroun: le rôle prépondérant du diplôme et du sexe. En utilisant un modèle d'estimation Logit et en faisant bon usage des micro-données de la deuxième enquête sur l'emploi et le secteur informel, cette étude va au-delà de l'analyse logistique simple en adoptant des techniques de décomposition de Blinder et Oaxaca pour analyser les déterminants de l'écart de chômage selon le genre et le diplôme. Les résultats révèlent notamment le rôle déterminant du niveau d'instruction, du sexe féminin et du milieu de résidence dans l'aggravation du chômage des jeunes au Cameroun. Toutefois, l'analyse infirme l'hypothèse de discrimination du genre à l'embauche quand les différences de productivité entre les diplômés et les non diplômés, les avantages liées au diplômé ainsi que les désavantages associés au non diplômé expliquent les disparités de chômage entre ces deux derniers groupes.

MUHAMMAD SHAHID At. al analyse les déterminants du chômage dans Pakistan sur une période 1976-2012 en examinant la relation empirique entre le chômage, la population, les investissements directs étrangers, produit intérieur brut, inflation et dette extérieure. On fait l'hypothèse que ces facteurs exercent un fort impact sur le taux de chômage dans l'économie du Pakistan. L'approche Autorégressive Distributed Lag (ARDL) a été appliquée pour tester les déterminants du chômage. Les résultats empiriques révèlent que le produit intérieur brut, la population, l'inflation et les flux directs étrangers l'investissement sont des déterminants importants du chômage au Pakistan en à court terme comme à long terme. La courbe de Phillips existe au Pakistan à la fois à court et à long terme

Gaber H. Abugamea les déterminants du chômage en Palestine sur la période 1994-2017. Il emploie l'Analyse économétrique MCO pour examiner la relation entre le chômage et les variables du PIB, l'inflation, la main-d'œuvre, le commerce extérieur et les restrictions à la circulation de la main-d'œuvre. Les résultats empiriques montrent variables du PIB, de l'inflation, de la main-d'œuvre, du commerce extérieur, en tant que déterminants macroéconomiques, et des restrictions sur le mouvement de la main-d'œuvre, en tant que mouvement institutionnel, sont les principaux déterminants du chômage en Palestine. Tandis que le PIB a eu un impact significatif sur le chômage avec un effet négatif, on constate que l'inflation, la population active et les restrictions à la circulation de la main-d'œuvre ont eu un impact significatif sur le chômage et avec un effet positif. Aussi, le commerce extérieur n'a pas eu d'incidence significative sur le chômage.

³ Arthur Okun, Potential GNP: Its measurement and significance, American Statistical Association, Proceedings of the Business and Economics Section, 1962, pp 98-103

Cette étude vise à analyser la relation entre le taux brut de scolarisation, le nombre de pauvres et la Taux de croissance du RGPD au taux de chômage ouvert à Banten. La méthode d'analyse utilisée dans cette étude est le panel régression des données avec estimation du modèle à effets fixes qui est traitée à l'aide du logiciel statistique EViews 10. Les données utilisées dans cette étude sont des données secondaires de Badan Pusat Statistik (BPS), en prenant des données annuelles pour chaque district de la province de Banten de 2011 à 2018. Les résultats de cette étude indiquent que le taux de croissance du RGPD affecte significativement le taux de chômage déclaré, mais le taux brut de scolarisation et le nombre de pauvres personnes n'affectent pas de manière significative le taux de chômage déclaré à Banten.

(Nur Feriyanto,2018) analyse les déterminants du chômage dans la province spéciale de Yogyakarta (DIY), partiellement et simultanément en utilisant une analyse de régression de données de panel avec des données de cinq régences/ville de 2010 à 2015. Les résultats indiquent que le salaire a partiellement un impact négatif et significatif sur chômage, mais les variables démographiques ont en partie un impact positif et significatif sur chômage des régences/ville en bricolage. Variables de l'éducation et de la croissance économique partiellement n'ont pas d'effets positifs et significatifs sur le chômage (UNEM) dans le bricolage. Pendant ce temps simultanément les variables Education (EDU), Salaire (WG), Population (POP) et la croissance économique (EG) ont un effet significatif sur le chômage dans la province.

(Bechir N. Bouzid,2016), mene une analyse sur la Dynamic Relationship between Corruption and Youth Unemployment, utilisant une approche GMM systémique qui tient compte simultanément de l'effet dynamique entre la corruption perçue parmi les fonctionnaires et les taux de chômage des jeunes, l'article constate qu'après avoir contrôlé divers facteurs macroéconomiques et institutionnels, le développement des pratiques de corruption tend à augmenter le taux de chômage des jeunes et les demandeurs d'emploi instruits qui, à leur tour, contribuent à entretenir ces pratiques illégales en forçant ces derniers à soudoyer des fonctionnaires à la recherche de loyers afin d'obtenir un emploi.

2. Choix et définition des variables

2.1. La variable expliquée : Le taux de chômeurs des jeunes

Le chômage des jeunes fait référence à la part de la population active âgée de 15 à 24 ans sans travail mais disponible pour un emploi et à la recherche d'un emploi (estimation modélisée de l'OIT).

2.2. La variable explicative

L'éducation (Educ) : La vision développée dans les travaux de Laing, Palivos et Wang (1995), ou plus récemment Burdett et Smith (2002), met l'accent sur l'existence d'un cercle vertueux entre éducation et emploi : tout d'abord, lorsque les perspectives d'emploi des travailleurs sont favorables, cela encourage leur investissement éducatif ; en retour, la présence d'une main-d'œuvre fortement éduquée favorise les créations d'emplois. Il est possible que le chômage engendre des incitations à s'éduquer, car en s'éduquant les individus accroissent leurs chances d'être en situation d'emploi. À côté du rendement salarial de l'éducation (un salaire plus élevé) traditionnellement mis en exergue dans la théorie du capital humain, il existe sans doute un rendement en emploi (une probabilité plus forte d'être en emploi). On discute de la possibilité de rendre compte de l'expérience européenne grâce à la prise en compte de ce second type de rendement éducatif. Il existe une relation positive entre éducation et emploi. La variable choisie est Taux de scolarisation au niveau tertiaire (en %).

Taux de croissance (CROI) : Pour rendre compte de la situation économique globale du pays, nous utilisons le taux de croissance du PIB réel. Nous nous attendons en toute logique à ce que des valeurs positives (et élevées) pour cet indicateur soient associées à un taux de chômage plus faible, en

particulier chez les jeunes, le chômage de cette population étant étroitement dépendant des mouvements de la conjoncture (Choudhry, Marelli et Signorelli, 2012; Eichhorst et coll., 2013; Banerji et coll., 2014; Brada, Marelli et Signorelli, 2014; Bruno, Marelli et Signorelli, 2014; Hutengs et Stadtmann, 2014).

L'inflation (INFL) : avec comme proxy l'indice de prix à la consommation. La courbe de Phillips est une courbe illustrant une relation empirique négative (c'est-à-dire décroissante) entre le taux de chômage et l'inflation ou taux de croissance des salaires nominaux. Cette relation s'explique par le fait qu'au-delà d'un certain niveau de chômage, les salariés ne sont plus en position de force pour exiger une hausse de salaire ; le partage des gains de productivité s'effectue alors en faveur de l'entreprise. Donc, les salariés ont plus de pouvoir quand il y a un faible taux de chômage

Investissement direct à l'étranger (IDE) : Les investissements directs étrangers sont les investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer une influence significative sur sa gestion dans le cadre d'une relation à long terme⁴. L'étude suppose que les IDE ont une relation négative avec le chômage.

La population (POP) : avec comme indicateur le taux de croissance de la pop en % du PIB. Le taux de croissance annuel de la population pour l'année t est le taux exponentiel de croissance de la population en milieu d'année de l'année t-1 à t, exprimé en pourcentage. La population est basée sur la définition de facto de la population, qui compte tous les résidents, quel que soit leur statut juridique ou leur nationalité. L'augmentation de la population entraîne l'augmentation du chômage.

2.3. Données et sources

Les données sont issues de sources diverses. Elles portent sur un pays la République Démocratique du Congo entre 2001 et 2020. Les données sur le taux de chômage de jeune proviennent dans la base des données de la Federal Reserve Economic Data.

Les données sur le taux de croissance, l'inflation, les investissements direct à l'étranger, le taux de croissance de la population, proviennent de la base des données de la banque mondiale (the world bank data).

Les données sur l'éducation proviennent du World Development Indicators (WDI, 2019) La définition des variables explicatives et les sources des données sont consignées dans le Tableau 1. Le choix de la période, 2001 à 2020, est dicté par la disponibilité des données obtenues. Les statistiques descriptives le Tableau 2. Le Tableau 3 montre que les différentes corrélations entre les variables utilisées.

Tableau 1. Spécification des variables

Variable explicative	Description des variables	Sources
Education	Taux de scolarisation au niveau tertiaire (en %)	(WDI, 2019)
Croissance	Croissance du PIB (% annuel)	(the world bank data)
Inflation	Inflation, prix à la consommation (% annuel)	(the world bank data)
Investissement direct à l'étranger	Investissements étrangers directs, entrées nettes (% du PIB)	(the world bank data)
Population	Croissance de la population (% annuel)	(the world bank data)

⁴<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1263#:~:text=Les%20investissements%20directs%20C3%A9trangers%20sont,cadre%20d'une%20relation%20C3%A0>

Tableau 2. Statistiques descriptives

Statistiques	CHO	EDUC	CROI	INFL	IDE	POP
Mean	7.794000	6.655638	5.644453	6.425574	5.013962	3.276611
Median	8.436000	6.810700	6.225894	2.800000	3.075079	3.293967
Maximum	9.745000	8.264580	9.470288	17.30138	12.71601	3.337676
Minimum	5.243000	4.493420	1.735423	0.744199	-1.304135	3.142652
Std. Dev.	1.242636	1.090906	2.232066	6.290792	3.883271	0.059923
Skewness	-0.749691	-0.699143	-0.235077	0.762223	0.591110	-0.858755
Kurtosis	2.626670	3.029079	2.201803	1.906705	2.434099	2.706396
Jarque-Bera	1.492202	1.222531	0.536352	2.199519	1.073679	1.897528
Probability	0.474212	0.542664	0.764773	0.332951	0.584593	0.387219
Sum	116.9100	99.83457	84.66679	96.38362	75.20943	49.14917
Sum Sq. Dev.	21.61802	16.66105	69.74968	554.0369	211.1171	0.050270
Observations	15	15	15	15	15	15

Source : l'auteur

Tableau 3. Matrice de corrélation

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
(1) 'CHO	1					
(2) EDUC	0.76381	1				
(3) CROI	-0.13244	0.17787	1			
(4) INFL	-0.72556	-0.4415	0.18304	1		
(5) IDE	-0.22591	-0.11401	0.50718	0.56839	1	
(6) POP	-0.15086	0.36205	0.61156	0.15492	0.37255	1

Source auteur

2.4 Technique d'estimation

Enfin d'expliquer le déterminant du chômage de jeunes en RDC, l'approche méthodologique et le modèle s'est inspiré des travaux de Abugamea, Gaber(2018) lorsqu'il voulait étudier le déterminants du chômage : Preuve empirique de la Palestine.

Le modèle d'estimation est donc donné par :

$$Cho = f(Educ, croi, infl, ide, pop)$$

Nous avons donc un modèle de la sorte :

$$y_i = \alpha + \beta_1 X_i + \beta_2 X_i + \beta_3 X_i + \beta_4 X_i + \beta_5 X_i + e_i \text{ Avec } i = 1 \dots 5$$

Avec y_i : Variable dépendante, X_i : variable indépendante, e_i : terme d'erreur

En remplaçant nos variables d'études dans l'équation du model nous avons les résultats suivants :

$$Cho = \alpha + \beta_1 Educ + \beta_2 croi + \beta_3 infl + \beta_4 ide + \beta_5 pop + e_i$$

3. Résultats et discussion

Le résultat d'estimation par la méthode de moindres carrés ordinaires, montre que seuls quatre variables dont l'éducation, l'inflation, l'investissement direct à l'étranger, la population explique significativement le niveau de chômage des jeunes au seuil d'un 1% et de 5%. L'éducation augmente le chômage à 84% et cela peut s'expliquer que la plupart des jeunes diplômés quittent le cursus académique sans aucune expérience professionnelle pourtant les recruteurs mettent beaucoup d'importance sur l'expérience professionnelle sur le poste vacant disponible. Ils savent que la formation à un coût et s'ils recrutent une personne qui a déjà de l'expérience, cette personne pourra s'adapter facilement.

L'inflation en revanche tend à réduire le taux de chômage soit à 10%. Ces résultats confirment la théorie de la courbe Phillips qui stipule qu'il existe une relation décroissante entre le taux de chômage. Cette relation s'explique par le fait qu'au-delà d'un certain niveau de chômage, les salariés ne sont plus en position de force pour exiger une hausse de salaire ; le partage des gains de productivité s'effectue alors en faveur de l'entreprise. Donc, les salariés ont plus de pouvoir quand il y a un faible taux de chômage. Et donc lorsque le chômage augmente, l'inflation diminue de 10%.

Les investissements directs à l'étranger augmentent le taux de chômage à 11%. Cela s'explique par le fait qu'il existe beaucoup de restrictions en matière d'investissement en RDC. Le climat d'affaire est loin favorable avec trop des taxes et d'impôt. Ce qui pousse les investisseurs à rester toujours dans le secteur minier et de la télécommunication oubliant d'autres secteurs utilisant un grand volume de la main d'œuvre et ainsi réduire le chômage.

La croissance de la population réduit le chômage tend à réduire le chômage en RDC avec un coefficient négatif de -8.538723. Cela peut s'expliquer par le fait que ces dernières années nous avons constaté un ralentissement démographique. La population n'a pas dû augmenter en suivant une progression géométrique.

Le taux de croissance n'explique pas significativement le taux de chômage en RDC mais à un coefficient négatif de -.0549855. Comme ces deux variables ont été intégrés au même ordre, nous allons chercher s'il existe une possible relation à court ou à long terme entre ces deux variables.

Tableau 4. Résultats

Source	SS	df	MS	
Model	20.2742685	5	4.05485371	Number of obs = 15
Residual	1.34375179	9	.14930574	F(5, 9) = 27.16
				Prob > F = 0.0000
				R-squared = 0.9378
				Adj R-squared = 0.9033
Total	21.6180203	14	1.54414431	Root MSE = .3864

CHO	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95%Conf.	Interval]
Educ	.8451529	.1207225	7.00	0.000*	.5720596	1.118246
Croi	-.0549855	.063764	-0.86	0.411	-.1992297	.0892587
Infl	-.1025363	.0229329	-4.47	0.002*	-.1544142	-.0506585
Ide	.1143102	.037391	3.06	0.014*	.029726	.1988945
Pop	-8.538723	2.390019	-3.57	0.006 *	-13.94532	-3.132124
_cons	30.54312	7.334694	4.16	0.002	13.95088	47.13535

Source: Auteur à partir du logiciel stata 13

Conclusion et implications politiques économiques

Cet article a examiné les déterminants du chômage en RDC. Le caractère réduit de l'échantillon, à savoir un pays, et cela s'explique par la disponibilité des données portant sur la période 2001-2020. Le modèle inspiré de la littérature empirique est estimé par la méthode des moindres carrés ordinaires (OLS). Nos résultats économétriques révèlent que les variables éducation, l'inflation, l'investissement direct à l'étranger, la population explique significativement le niveau de chômage des jeunes au seuil d'un 1% et de 5 %. L'éducation et les investissements directs à l'étranger tendent à augmenter le taux de chômage tandis que la population et l'inflation tendent à réduire le taux de chômage. Les résultats de la Co-intégration montrent une relation décroissante entre le taux de chômage et l'inflation, et une relation positive entre le taux de chômage et la population.

Quatres principales implications de politique économique peuvent se dégager des résultats obtenus pour réduire le taux de chômage des jeunes en RDC : (i) Améliorer le système éducatif congolais en favorisant l'accès aux apprenants à des stages afin d'acquérir suffisamment d'expérience en milieu professionnel, (ii) encourager la création des entreprises par de les jeunes (entreprenariat), (iii) Améliorer le climat des affaires afin d'attirer les investisseurs étrangers, (iv) favorisé les investissements à haute capacité de la main d'œuvre .

Références bibliographiques

Abugamea G, (2018), Determinants of Unemployment: Empirical Evidence from Palestine, Munich Personal RePEc Archiv, 1-11

Adil H., 2015, Important Theories of Unemployment and Public Policie, Journal of Applied Business and Economics vol. 12, 1-11

Andrea B., Romain D., 2006, LES DÉTERMINANTS DU CHÔMAGE DANS LES PAYS DE L'OCDE : UNE RÉÉVALUATION DU RÔLE DES POLITIQUES ET DES INSTITUTIONS, *Revue économique de l'OCDE*, 7-96

Asma R., d Fareeha Z., 2018, Determinants of unemployment in less developed countries, *EDP Sciences*, <https://doi.org/10.1051/shsconf/20184801015>

Bechir N.,2016, DYNAMIC Relationships between corruption and youth unemployment : empirical evidences from a system Gmm approach, policy research working paper, 1-23

Bennion E., (1943), Unemployment in the Theories of Schumpeter and Keynes, *The American Economic Review* , Vol. 33, No. pp. 336-347.

BÉRAUD A.,(2008), La place de la notion de chômage involontaire dans la théorie keynésienne de l'emploi, 12ème Colloque international de l'association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique, Orléans, France. pp.277-290.

Diane T., Vincent V., (1982)Le chômage des jeunes au Québec : un petit tour d'horizon, *International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire*, 33–42.

Isdhani N., Roy P., Syifa R., Yusuf Y. , Rani N.,2020, Determinant Analysis of Open Unemployment Level in Banten Province, 2018 Using Panel Data Regression, *Business Economic, Communication, and Social Sciences*, Vol.2 No. : 191-201

Issofou N., 2015, Caractéristiques et déterminants du chômage des jeunes au Cameroun : le rôle prépondérant du diplôme et du sexe, *revue africaine de développement*, Vol. 27, No. 4, 2015, 443–455

Iva T., 2018, Les déterminants du chômage des jeunes en Europe : facteurs économiques et autres causes, *Revue internationale du Travail*, vol. 157, no 3.

Muhammad S., TAHIR M., ABDUL S., BHALL M., Determinants of Unemployment: Empirical Evidences from Pakistan, Department of Economics, University of the Punjab, Vol. 51, No. 2 (Winter 2013), pp. 191-208.

Nur F., 2018, Determinants of Unemployment in Regency/ City in Special Province Yogyakarta, *European Research Studies Journal Volume XXI*, Special Issue 3, pp. 367-38

Olivier C., 2005, éducation et chômage dans les modèles d'appariement : UNE REVUE DE LITTÉRATURE, La Documentation française « Économie & prévision » pages 73 à 103

Robert M., 1980, On Theories of Unemployment, *The American Economic Review*, Mar., 1980, Vol. 70, No. 1 pp. 1-11

Seghiar S., 2014, LES JEUNES, LE CHÔMAGE ET LA VALEUR DU TRAVAIL, *carin info*, 256-265